



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral abrogeant la mise en demeure et la consignation du 15 juillet 2024
prise à l'encontre de la société CHEVALIER
pour son établissement situé à LESQUIN**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 13 novembre 2024 nommant Monsieur Pierre MOLAGER, secrétaire général de la préfecture du Nord, sous-préfet de LILLE ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 août 2007 accordant à la société CHEVALIER, dont le siège social est situé centre de commerce de gros, rue des Famards, 59810 LESQUIN, l'autorisation d'exploiter un entrepôt couvert situé à la même adresse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2024 mettant en demeure la société CHEVALIER de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 août 2007 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 pour son établissement de LESQUIN ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2024 engageant une procédure de consignation à l'encontre de la société CHEVALIER pour son établissement situé sur la commune de LESQUIN ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 18 avril 2025 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts de France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. la nécessité d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé ;
2. la nécessité d'abroger l'arrêté préfectoral de consignation susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

Les dispositions des arrêtés préfectoraux du 15 juillet 2024 mettant en demeure la société CHEVALIER de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 août 2007 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 pour son établissement de LESQUIN et engageant une procédure de consignation à l'encontre de la société CHEVALIER pour son établissement situé sur la commune de LESQUIN – dont le siège social est situé centre de commerce de gros, rue des Famards 59810 LESQUIN – de se conformer aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables pour son établissement situé sur la commune de LESQUIN, sont abrogées.

Article 2 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérécourse citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 3 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

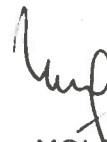
- maire de LESQUIN ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LESQUIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2025>) et (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-sanctions-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le 8 SEP. 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Pierre MOLAĞER

